

BOMMELEEËR/SREL

Tectonique des plaques

Luc Caregari

L'affaire du Bommeleeër et du Srel - qui n'en est qu'une seule à la fin - est en train de miner définitivement les équilibres politiques du pays. Pour le meilleur et pour le pire.

Depuis l'automne dernier, les révélations sur la vie secrète de l'Etat tombent quasiment au quotidien. Ce qui dans les premiers mois faisait l'impression d'être une avalanche s'est mué, au fil du temps, en une fine pluie médiatique à laquelle le pays s'est petit à petit habitué. Pourtant, ce n'est pas parce que les dernières nouvelles qui nous parviennent de par derrière le rideau de fer de l'Etat(-CSV et autres) minimiseraient l'affaire qu'elle fait moins de vagues qu'à ses débuts. C'est même tout le contraire : à chaque démenti d'un ministre, à chaque coup d'éclat supplémentaire est attaché un pan de vérité d'une histoire cachée pendant bien trop longtemps. Le problème est double : premièrement l'usure médiatique. A force d'être bombardé par des révélations au quotidien, le public commence à accepter la situation comme normale. C'est la stratégie de l'« Aussitzen », donc d'attendre que l'orage passe, initiée par le mentor de notre premier ministre, l'ancien chan-

celier allemand Helmut Kohl - et qui a toujours marché pour lui, comme pour son autre filleule en politique, Angela Merkel. Et puis, avec chaque nouvel élément qui vient s'ajouter, le puzzle devient plus complexe et l'affaire déjà tentaculaire à ses débuts devient de plus en plus complexe. Et à la fin, une seule impression reste : celle d'une grande confusion.

Or, cette confusion provoque aussi la perplexité des citoyens. Et qui dit perplexité, dit aussi ras-le-bol et perte de confiance. Associer les ministres, la police, la justice et même les médias à une seule machine à mensonges est dangereux, non seulement pour l'Etat, mais aussi pour son fonctionnement démocratique - car un tel amalgame écrasant ne connaît souvent qu'un seul gagnant : le populisme.

Une des raisons du bordel monstrueux qui se trame en ce moment vient à peine d'être officialisée. Même si on s'en doutait depuis longtemps, les deux affaires, celles du Bommeleeër et celle impliquant les services secrets sont maintenant ouvertement liées. En faisant parvenir au parquet les protocoles des auditions des deux ex-agents du Srel André Kemmer et Frank Schneider, mal-

gré le fait que celles-ci aient été faites à huis clos, la commission d'enquête parlementaire a non seulement violé ses compétences, mais a aussi admis officiellement, quoiqu'entre les lignes, qu'un lien entre le Srel et l'affaire Bommeleeër, dont le procès est en cours, existe bel et bien. Et bien plus encore : pour que ce lien existe, il faut aussi l'implication de la grande inconnue qui se cache derrière toutes les rumeurs : le réseau Stay Behind.

Le pire des reproches : cacher quelque chose

Comme le président de la commission d'enquête, le parlementaire et ex-ministre de la Force publique, Alex Bodry l'a expliqué à la presse, la motivation principale de sa commission à valider la demande du parquet aurait été d'éviter de se faire accuser d'entrave à la justice, voire d'essayer la critique de vouloir cacher quelque chose.

Car en ces temps-ci, c'est devenu la pire des accusations possibles. Mais le désarroi dans lequel cette décision a mis la commission d'enquête est tout aussi symptomatique de ce qui ne va pas. En intervenant dans un procès en cours, elle risque de se

mettre hors jeu et on pense apparemment déjà à suspendre les travaux jusqu'après la fin du premier « procès du siècle » de ce millénaire - qui vient d'être prolongé une première fois de deux mois et ce ne sera probablement pas la dernière fois. Ce qui arrangerait les affaires de pas mal de monde, à commencer par des membres de la commission elle-même. Comme par exemple François Bausch, qui avait pris la fuite en avant il y a deux semaines en publiant un billet sur son blog dans lequel il dévoilait sa vision fataliste du fonctionnement interne du Srel, tout en accusant l'ex-agent Frank Schneider d'avoir monté sa boîte privée Sandstone à partir de ses activités au service. Ce qui lui valut une plainte de l'ancien barbouze difficile à comprendre, étant donné que les détails de ce que Bausch « dévoilait » étaient entre-temps de notoriété publique. Mais même cette plainte pourrait arranger Bausch, qui en fin de compte aura obtenu ce qu'il voulait : faire diversion du fait que lui, en tant que président de la commission de contrôle du Srel depuis 2009, n'ait pas eu vent des scandales.

La même chose vaut par ailleurs pour Alex Bodry. Il était non seulement au courant du deuxième archi-

Les officiels ont beau évoquer l'amnésie, dans les affaires Bommeleeër et Srel, ils sont tous assis sur des bombes.



©FLICKR, JOHN GOODE

vage au château de Senningen, mais n'en a informé ni sa commission, ni la justice. Par contre, il s'est laissé aller sur son compte Facebook à accuser tout le monde de mensonges et de manipulation : des ministres, en passant par la presse, jusqu'à l'avocat de l'un des deux accusés dans l'affaire Bommeleeër (d'ailleurs, il est aussi pertinent de remarquer que jusqu'à présent, aucun témoin ne les a inculpés). Ce qui pour un personnage-clé dans un tel imbroglio est non seulement indigne, mais contre-productif. En plus, qualifier toute l'affaire de « théâtre de village » témoigne d'une méprise du sérieux de la situation.

Et pour pointer ce dernier, mettre le projecteur sur un petit détail suffirait : la présence, vérifiée par des sources médiatiques - d'abord la radio 100,7 et puis RTL - à Luxembourg de 1984 à 1986 au moins de Licio Gelli. Ce fasciste italien, probablement instigateur des horribles attentats de Milan et de la gare de Bologne et membre de la loge P2 n'a plus vraiment besoin d'être présenté. Celles et ceux qui veulent en voir plus pourront toujours emprunter le DVD du « Parrain 3 », où le personnage de Don Lucchesi est directement inspiré de Gelli. D'ailleurs, il n'a jamais été

condamné par la justice italienne et coule des jours tranquilles à la retraite dans une villa, où il donne de temps en temps même des interviews à des journalistes. Or, les attentats instigués par Gelli iraient tous sur le compte de l'organisation Gladio, qui n'est que la version italienne du fameux Stay Behind, depuis longtemps au centre des suspicions en ce qui concerne les attentats imputés au fameux Bommeleeër. Honni soit qui mal y pense. Mais cette présence de Gelli, dont le Srel aurait du moins eu connaissance, s'il ne l'a pas couverte lui-même, aurait dû mettre la puce à l'oreille de plus d'un.

Amnésies collectives et très contagieuses

De toute façon, le gouvernement est en train de s'embourber dans des tissus de non-dits, de semi-vérités et - qui sait ? - de mensonges tout simplement. Cette pression se fait jour souvent dans des petits détails, comme les réactions de certains ministres à des révélations médiatiques. Comme Luc Frieden, quand il a été accusé par la radio publique 100,7 d'avoir essayé d'encourager la justice à fermer le dossier Bommeleeër. Bien que la ra-

dio ait essayé pendant cinq jours de joindre le ministre avant de lâcher ces informations, il a préféré dicter à un journaliste du Wort que la radio n'était pas sérieuse parce qu'elle ne lui aurait pas laissé le temps de réagir. Ce qui témoigne d'une mauvaise foi exemplaire, vu qu'il préfère traîner dans la boue des journalistes qui font leur boulot plutôt que répondre ouvertement aux accusations. Ce qui aurait été hors de question pour un ministre luxembourgeois, car s'il avait admis ces accusations, il aurait dû démissionner - comme cela aurait été le cas pour chaque ministre dans un de nos pays voisins. En tout cas, cette affaire aura au moins eu le mérite de sortir les médias luxembourgeois d'une certaine léthargie.

Mais au Luxembourg, la règle dans ce domaine semble être l'exception. Tout comme une autre fâcheuse maladie qui hante notre gouvernement : l'amnésie collective quand il s'agit d'avoir su ou entendu parler de choses brûlantes. Jean-Claude Juncker vient d'en faire encore une fois la démonstration en personne, en niant avoir été au courant du deuxième archivage de Senningen. Apparemment, il ne s'agirait pas non plus de ce qu'il appelle un « backup », mais bel et

bien d'un archivage complémentaire. Mais il ne se souvient pas avoir entendu parler dans une réunion avec le Srel de l'implication du Stay Behind dans les attentats des années 1980. Une amnésie contagieuse qui vaut aussi pour Luc Frieden d'ailleurs.

Pour l'instant encore, cette stratégie du démenti semble fonctionner, même si elle comprend aussi une perte de crédibilité notoire pour un gouvernement déjà chancelant et en plein remaniement. C'est à se demander si au niveau de la population les choses ne sont pas en train de bouger, les yeux en train de s'ouvrir sur un gouvernement dominé par un parti qui depuis des décennies a su monter un système implacable de conservation du pouvoir et d'autoreproduction de ses structures d'autorité. Si cela se passait, tout pourrait s'accélérer, à l'instar de la tectonique des plaques : elles mettent très longtemps à bouger, mais quand elles se touchent, la terre tremble.